

« Voix de la rue, voix des urnes » : par delà le compartimentage disciplinaire entre politique contestataire et politique instituée

Ce séminaire, sous-titré « Entre spécificités des cas et universalité des approches » coordonné par Amin Allal, a pour ambition de comparer les approches, faire dialoguer des expériences de recherches sur des objets des sciences sociales du politique mais aussi de partager une réflexion sur le choix de ces approches. C'est dans ce cadre que Mounia Bennani Chraïbi, directrice de l'Institut d'études politiques, historiques et internationales de Lausanne (IEPHI) et Choukri Hmed, maître de conférences en science politique à l'Université Paris Dauphine et chercheur à l'Institut de recherche interdisciplinaire en science sociale (IRISSO), étaient invités à discuter des formes conventionnelles et non conventionnelles ainsi que de cette séparation de la sphère politique.

Mounia Bennani Chraïbi a ainsi souligné que les sciences sociales ne se sont pas toujours intéressées à ces questions-là. Celle-ci se souvient d'avoir travaillé sur la jeunesse et son rapport au politique à une époque où la focale était mise sur les questions de résilience et d'autoritarisme entre autres. A cela s'ajoute deux problèmes : l'un est d'ordre épistémologique (c'est-à-dire que l'on suppose que le rôle de la science politique est de prédire, la question s'est notamment posée avec les événements de 2011) ; l'autre repose sur le fait de se concentrer sur un sujet « à la mode » et occulte donc tout ce qui se passe en marge de cela.

La difficulté réside dans le fait que la politique n'est pas l'arène dans laquelle tout se joue, il y a un désintérêt pour ce domaine mais il s'agit de comprendre quelles sont ces sphères dans lesquelles le politique intervient. La question de

l'exception marocaine par exemple, reposait sur une accumulation de savoirs orientalistes. Il demeurait l'idée que l'islam marocain était spécial et c'est à ce titre qu'il a été muséifié. En 2011, ce discours réapparaît. La monarchie marocaine a survécu aux putschistes, à la colonisation. Or, il y avait une lutte au quotidien pour se réajuster aux enjeux

diversification dans les formes d'occupation de la rue y compris dans le Rif. Il y a des mouvements de protestation qui brouillent les frontières et aboutissent à des coalitions. Plutôt que la notion de « champ » empruntée à Pierre Bourdieu, le terme de « configuration » de Norbert Elias semble ici plus adapté. Cela permet en effet de saisir les acteurs dans leurs actions, leurs relations, tout en conservant leur caractère changeant. La « configuration » permet de dépasser le côté « c'est dans l'ADN » comme l'a dit Mounia Bennani Chraïbi, cela permet de réintroduire de la contingence dans les actions tout en sachant que des déterminismes agissent. Cette notion permet de considérer les effets structurants qui participent aux reconfigurations, aux restructurations des individus.

Choukri Hmed, quant à lui, a tenté de comprendre comment différents groupes sociaux se sont retrouvés dans l'action politique et comment ces mouvements se sont investis en situation politique. Pour voir cela, il ne faut pas trop compartimenter politique institutionnelle et informelle. La révolution tunisienne a été l'occasion d'accéder à de nouveaux terrains et toute révolution consiste en un transfert du pouvoir institutionnalisé par les politiques au peuple. Les politiques apposent au peuple des termes liés au désordre, au chaos, au tumulte en matière de politique. Il est fréquent que les politistes, en travaillant au contact des politiques, reprennent leurs catégories. Dans les faits cette dichotomie est beaucoup plus floue : les événements de la Kasbah 1 ont été un moment de coalition de différents groupes contre l'État et ont été l'occasion de proposer

Affiche de l'événement « Voix de la rue, voix des urnes : par delà le compartimentage disciplinaire entre politique contestataire et politique instituée ». L'affiche est divisée en sections. En haut à gauche, le logo de l'IRMC (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain) est visible. À droite, le titre « Séminaire ندوة » est écrit. Le sous-titre « Séminaire de l'IRMC « Études du politique. Entre particularité des cas et universalité des approches » » est également présent. Le titre principal de l'événement est écrit en rouge et blanc sur une image de foule. Les intervenants sont listés : Mounia Bennani Chraïbi (Directrice de l'IEPHI) et Choukri Hmed (Maître de conférences à l'Université Paris Dauphine). La date et l'heure sont indiquées : Mercredi 21 mars 2018 à 10h, à la bibliothèque de l'IRMC. En bas, il y a des informations de contact et des logos de partenaires.

de pouvoirs se joue. Il existe des outils pour expliquer cela sans tomber dans une vision cyclique. Après le protectorat il y a eu une violence extrême, un quadrillage des catégories et pas simplement par la clientélisation. Le jeune, le lettré, l'ouvrier, le fonctionnaire s'expriment dans les grandes villes de différentes manières. Dès la fin des années 1990 la libéralisation s'accélère et l'on voit simultanément des protestations se dessiner. L'on constate aussi une

de nouvelles règles du jeu politique. Une négociation entre les acteurs du nouveau champ politique et de l'ancien s'est alors mise en place. Les règles du jeu politique peuvent toujours être remodelées, elles ne sont pas figées.

Il est en tout cas compliqué d'appliquer des catégories sociales bourdieusiennes à la française en Tunisie. Peut-on réellement parler en termes de capital financier et de capital symbolique en Tunisie ? De même, ce dernier considère qu'il est difficile de faire l'économie du temps passé avec les acteurs pour en comprendre les actions et ce qui les meuvent.

Trois pays échapperaient à la vision occidentale des pays arabes : la Liban, la Tunisie et le Maroc. La question c'est pourquoi. Pourquoi les événements de janvier 2011 ont-ils généré moins de morts qu'en Égypte par exemple ? Pourquoi y a-t-il ce pouvoir du peuple en Tunisie ? La réponse rapide consisterait à dire que la Tunisie est un pays avec un plus fort taux de scolarisation, et ce depuis l'ère bourguibienne. Or il faut réintroduire des catégories d'entendement là-dedans et les catégories des acteurs eux-mêmes. Le capital symbolique n'a pas la même structure en Tunisie et en Égypte ; par

exemple être chômeur n'y signifie pas la même chose. De même pour la désignation de « diplômé ». En Tunisie plus vous êtes diplômés plus vos chances sont grandes d'être chômeur tandis qu'en France le diplôme est ce qui protège du chômage. Il y a des importations du Nord vers le Sud mais de la même façon il y a des importations du Sud vers le Sud et du Sud vers le Nord. Le mouvement « nuit debout » en est par exemple une émanation. L'important réside donc dans le fait de faire du transnational et du terrain.

Pour étudier le rapport au politique, faut-il une spécialisation ? Quels sont les espaces d'observation du politique ? Il s'agit de la question de l'objet d'étude comme un outil heuristique. Quelles sont les alternatives à ces catégories françaises ? Autant de questions venues de l'audience.

À cela, Monia Bennani a répondu que l'on ne peut pas faire n'importe quoi n'importe quand et adapter le même protocole à tous les contextes. Mais, qu'en revanche, elle avait eu la chance d'avoir le temps. Partir de ces actions pour rencontrer différents acteurs et les rencontrer à différents moments. Il ne faut pas nécessairement être politiste pour étudier le politique. Il y a de

l'économie du politique, de l'anthropologie du politique. Il faut un dialogue transdisciplinaire. Il y a des acteurs qui ont acquis une légitimité dans une autre arène et le reconvertissent dans une sphère politique instituée. Il s'agit d'un processus de légalisation. Avec la libéralisation il y a des redéfinitions et il y a des apprentissages. Les sciences sociales sont dans le viseur du politique. Il faut le rappeler quand il s'agit de la production ou non des catégories du politique et du référentiel. Il faut aller au-delà de ces catégories oriental/occidental parce qu'il y a des circulations. La production du savoir en Occident est finalement très hétérogène. En Égypte cela part du Caire pour aller vers les périphéries. En Tunisie c'est l'inverse et il y a du rural dans la ville et des centres urbains dans le rural.

Chokri Hmed a souligné que la science politique n'existe pas, il s'agit de sciences sociales du politique. Le remodelage de la relation gouverné/gouvernant est cependant pertinent. Les approches ne sont pas opposées. Parler de jeunesse ne signifie pas grand-chose tant il y a hétérogénéité.

Louise Favel

IRMC INFOS

Départs

Nous remercions chaleureusement pour leur travail et leur implication et souhaitons une bonne continuation à deux chercheurs post-doctorants et une volontaire internationale en administration (VIA) qui ont quitté l'IRMC au cours du troisième trimestre 2018 :

- **Louise Favel**, VIA en charge de la coordination de projets scientifiques et de la recherche de financements (2016-2018).
- **Enrique Klaus**, ancien chercheur MAEDI à l'IRMC pendant 3 ans où il a conduit le programme *Transitions politiques et transitions médiatiques au Maghreb* (2014-2017) puis chercheur post-doctorant CNRS dans le cadre de l'ERC Tarica (2017-2018).

- **Chiara Loschi**, ancienne boursière IRMC (2014) puis doctorante associée à l'IRMC (2014-2016) puis chercheure post-doctorante dans le cadre du programme Horizon 2020 EUNPACK (2017-...).

Arrivée

Nous souhaitons la bienvenue à notre nouvelle boursière d'aide à la mobilité internationale (AMI) qui aura notamment la charge de la coordination de l'atelier doctoral de l'IRMC :

- **Arbia Selmi**, doctorante EHES en sociologie « *Les mobilisations des femmes pour l'accès aux responsabilités syndicales en Tunisie post-révolutionnaire* », sous la direction de Sophie Pechic (Centre Maurice Halbwachs).